

**CENTRE DE TRADUCTION ET DE
TERMINOLOGIE JURIDIQUES (CTTJ)**
Faculté de droit
Université de Moncton, campus de Moncton

| |
|---|
| <p>RAPPORT ANNUEL au 30 avril 2022</p> <p>PRÉSENTÉ AU SÉNAT ACADÉMIQUE</p> |
|---|

Téléphone : 506-858-4145 Courriel : cttj@umoncton.ca Site Web : www.cttj.ca

1. BILAN

a) *Objectifs fixés pour 2021-2022 et résultats obtenus*

(i) Poursuivre l'œuvre de francisation et d'uniformisation du vocabulaire de la common law.

- Dans le cadre du Réseau des centres de jurilinguistique rattachés aux universités de Moncton, d'Ottawa, de McGill et de Saint-Boniface, nous avons poursuivi les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law qui étaient en cours dans le domaine de la violence familiale. Dans le cadre du **projet pilote de normalisation ponctuelle**, qui vise à répondre aux besoins terminologiques ponctuels des utilisateurs, le CTTJ a présenté une mise à jour du dossier 301 (*disgorgement*) aux membres du Comité de normalisation.
- Nous avons aussi poursuivi les travaux de révision et d'enrichissement de JURITERM, la banque terminologique de la common law du CTTJ, consultable sur le site Web du CTTJ. Nos recommandations paraissent également dans la banque de terminologie TERMIUM PLUS[®] du gouvernement fédéral, grandement utilisée.

(ii) Travailler à l'avancement de la jurilinguistique française.

- Le Centre a poursuivi la diffusion du *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique). Le *Juridictionnaire* est consultable gratuitement en ligne sur le site du CTTJ et figure également parmi les outils d'aide à la rédaction sur le site de TERMIUM PLUS[®]. Selon les statistiques récentes du Bureau de la traduction du Canada, le *Juridictionnaire* figure encore et toujours parmi les outils les plus consultés parmi tous les outils linguistiques disponibles sur leur site Web, notre version sur le site TERMIUM PLUS[®] ayant fait l'objet de 612 357 vues.
- Le Centre a continué à alimenter son site Web, sur lequel il diffuse entre autres des *Actualités jurilinguistiques*, une *Veille documentaire* et les dossiers d'analyse rédigés dans le cadre des travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law.

(iii) Apporter une aide aux personnes soucieuses de s'exprimer correctement en français juridique.

- Le Centre a fourni des services d'aide à la rédaction juridique et donné des séances d'information sur les outils disponibles à cette fin.

(iv) Contribuer de façon générale à l'avancement du bilinguisme officiel dans les secteurs public et privé.

- Le Centre a continué d'être le principal traducteur, pour le compte du gouvernement du Nouveau-Brunswick, des **décisions de justice** publiées dans les deux langues officielles. Parmi ses autres travaux à contrat, il a aussi traduit **lois, règlements et règles**, notamment pour le compte de gouvernements provinciaux et de divers ordres professionnels, ainsi que des **arrêtés municipaux**, et fourni des **services d'expert** en jurilinguistique, notamment au ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada concernant les accords avec des peuples autochtones.
- Par ailleurs, notre projet intitulé « Traduction de décisions judiciaires unilingues d'importance dans l'autre langue officielle », financé par le ministère fédéral de la Justice par l'entremise du Fonds d'appui à l'accès dans les deux langues officielles, s'est poursuivi. Le but ultime de cet important projet est d'accroître le nombre de décisions judiciaires d'importance accessibles dans les deux langues officielles dans toutes les provinces et tous les territoires canadiens. Ce projet, qui nous a permis de traduire cette année trente-cinq décisions représentant près d'un quart d'un million de mots, n'aurait pu être rendu possible sans la participation de membres de la profession juridique de partout au pays qui ont pris le temps et consacré les efforts nécessaires (et qui continuent à le faire) afin d'alimenter notre liste de décisions nécessitant traduction, principalement, mais non exclusivement, dans les domaines du **droit pénal** et du **droit de la famille**. Sans l'ombre d'un doute, ce projet ambitieux constitue une occasion inespérée d'obtenir des ressources nécessaires capables d'appuyer la pratique du droit dans les deux langues officielles.

(v) Collaborer avec d'autres organismes à la réalisation d'objectifs communs.

- Le Centre a collaboré avec divers partenaires à la réalisation de divers objectifs communs, notamment en matière de formation dans le domaine de la justice, de la normalisation du vocabulaire français de la common law et de la production et de la diffusion d'outils jurilinguistiques.
- La directrice du Centre, Karine McLaren, a participé aux réunions du **Réseau national de formation en justice (RNFJ)**, ainsi qu'à celles du comité de gestion de l'**Observatoire international des droits linguistiques**, tout en étant membre du **Comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles** du ministère fédéral de la Justice.
- Le Centre a également participé, en mars 2022, à la **15^e édition de l'Institut annuel de jurilinguistique**.

b) Mandat du Centre

Créé par la Faculté de droit en 1979, le CTTJ a pour mission de travailler à l'aménagement du français juridique au Canada par la production de documents et d'outils qui facilitent l'apprentissage et l'exercice de la common law en français. Il offre des services de traduction,

de révision, de consultation et de terminologie à une clientèle variée des secteurs public et privé, le tout étant rendu possible grâce à ses activités de recherche jurilinguistique et à sa production lexicographique. Le CTTJ assure ainsi aux collectivités francophones du pays un accès accru aux services juridiques dans leur langue, tout en collaborant, à l'échelle mondiale, à l'avancement du français dans les institutions juridiques.

c) *Ressources humaines et infrastructure*

Karine McLaren, professeure de droit au sein de la Faculté de droit, a repris la direction du Centre de son prédécesseur, Serge Rousselle. **Cécile Bourque** est responsable des services administratifs et le travail de secrétariat est assuré par **Debbie Maillet**. Nous avons embauché **Amandine Karmes** afin de remplacer Cécile qui a pris sa retraite le 30 avril 2022, mais qui continuera à nous fournir des services à contrat. **Nadine Langis**, trad. a., est réviseure et juriste-conseil. **Micheline Boudreau** est terminologue. **Sabrina Carrier** est traductrice et chargée de projets. Nous avons aussi embauché **Emilie Cyr**, à titre de traductrice et chargée de recherche. De même, à contrat, **Gérard Snow**, C.M., trad. a., continue d'occuper les fonctions de juriste-conseil et collabore aux travaux de révision et de traduction, alors que **Denise Richard-LeBlanc**, trad. a., assure la révision des décisions de justice au besoin et que **Sylvie Falardeau**, terminologue, accomplit des travaux terminologiques.

Il est aussi à noter que le CTTJ travaille avec un large réseau de jurilinguistes qui effectuent des travaux de recherche et de traduction à titre de consultants ou de pigistes. Le Centre contribue constamment à la formation de ses pigistes et à la relève dans un secteur spécialisé où la relève est essentielle.

Le Centre est conseillé par un **comité d'orientation** présidé par le doyen de la Faculté de droit, **Serge Rousselle**.

d) *Activités de recherche et de développement*

(i) Programmes et projets principaux de recherche et de développement

Grâce au soutien financier de Justice Canada, le CTTJ a pu continuer d'élaborer une terminologie française de la common law, notamment en participant aux travaux de normalisation à l'échelle nationale, en enrichissant sa banque de terminologie, et en actualisant ses autres produits et en assurant la diffusion continue, le tout ayant été élaboré dans la première partie de ce texte sous « Objectifs fixés en 2021-2022 ».

(ii) Diffusion de la recherche

Les produits suivants peuvent être consultés sur le site du CTTJ (www.cttj.ca) :

- (1) **JURITERM** (banque terminologique bilingue de la common law), qui compte environ 19 000 entrées consultables gratuitement sur ordinateur personnel ou appareil mobile.
- (2) Le *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique) qui est disponible en outre sur **TERMIUM PLUS®**.

- (3) Le *Répertoire des appellations en usage dans les régimes de common law* (anglais-français).
- (4) Les *Actualités jurilinguistiques*.
- (5) La *Liste d'outils linguistiques pour la traduction juridique au Canada*.
- (6) La *Liste des monographies et articles sur la jurilinguistique française*.
- (7) Les dossiers terminologiques servant aux travaux de normalisation.
- (8) Les décisions judiciaires traduites dans le cadre du Projet pancanadien intitulé « Traduction de décisions judiciaires unilingues d'importance dans l'autre langue officielle ».

e) *Autres activités*

En plus d'effectuer des travaux de recherche, le CTTJ fournit à contrat des services de traduction, d'adaptation et de consultation comme ceux mentionnés plus haut.

f) *Financement*

Les travaux **de recherche et de publication** sont subventionnés, pour la plupart, par le ministère de la Justice du Canada dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles, tandis que les services **de traduction et d'expertise** sont généralement fournis à contrat. Les recettes du CTTJ au dernier exercice ont été de 327 500 \$ en subventions et de 807 800 \$ en contrats, pour un total de 1 135 300 \$.

2. OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2022-2023

Le CTTJ prévoit poursuivre dans la voie actuelle, contribuant toujours à la promotion de l'égalité linguistique et à l'aménagement du français en matière de services juridiques. Le Centre est extrêmement bien positionné et reconnu dans ses domaines d'expertise et est très actif et productif parmi les centres de jurilinguistique canadiens. Il est en outre le seul à produire des outils scientifiques et se démarque par la fiabilité de ses outils et la qualité reconnue de ses travaux.

Dans cet esprit, la directrice a entrepris des projets de développement technologiques de grande envergure dans le but de promouvoir et de faciliter l'accès aux ressources jurilinguistiques produites par le CTTJ. Ces projets incluent notamment ceux qui suivent :

a) **Refonte intégrale de JURITERM**

Il s'agit de faire une refonte de JURITERM, la seule banque scientifique terminologique bilingue de la common law au monde, à l'aide de technologies modernes, de saisir l'occasion pour en améliorer les fonctionnalités et ainsi améliorer l'expérience de l'utilisateur. Un élément de marketing est prévu dans le budget dans le but de faire la promotion de l'outil et ainsi d'encourager l'utilisation à plus grande échelle.

La directrice a obtenu un financement de 74 816 \$ à titre de contribution pour l'accomplissement de ce projet. Le fournisseur a été retenu et le travail est en cours. Il est prévu que ce projet s'échelonne sur une période d'environ 9 mois.

b) Refonte intégrale du site Web du CTTJ

Le site Web du CTTJ est vieilli et présente désormais un problème de cybersécurité. Or il abrite bon nombre de ressources et d'outils essentiels pour l'enseignement, l'apprentissage et la pratique de la common law en français, ainsi que des ressources jurilinguistiques utiles à la recherche dans ce domaine. Il est devenu impératif de renouveler ce site Web, précieux pour la communauté juridique dans son ensemble, et de tirer parti de cette refonte pour en faire la promotion.

Un fournisseur a été retenu, le projet a débuté et il est prévu que le nouveau site Web sera fonctionnel d'ici la fin de 2022. Ce projet essentiel sera financé par le CTTJ et devrait être achevé avant la fin 2022.

c) Création d'un Pôle de référence jurilinguistique

Afin de faciliter l'accès aux outils jurilinguistiques qui permettent et facilitent l'expression de la common law en français, la directrice prévoit la création d'un « **Pôle de référence jurilinguistique** », abrité sur son nouveau site Web. Ce pôle rassemblera tous les outils en une place et en facilitera la consultation et la promotion (JURITERM, *Juridictionnaire*, Travaux de normalisation du PAJLO, Projet pancanadien.)

D'autres outils seront « rapatriés » dans le but d'en offrir un accès libre et gratuit à toute la communauté juridique. La directrice est en négociation avec Yvon Blais (Thomson Reuters) en vue de la création d'une version électronique du seul dictionnaire français de la common law (*La common law de A à Z*), présentement disponible seulement en version papier.

Elle a aussi négocié la cession des droits d'auteur sur les collections *La common law en poche* et *Les grands arrêts de la common law*. Il est prévu que ces ressources seront aussi accessibles gratuitement à travers le nouveau Pôle de référence jurilinguistique.

Il est espéré que le Pôle de référence jurilinguistique contribuera au rayonnement des outils jurilinguistiques créés par ou pour le CTTJ et dont la valeur est inestimable pour permettre l'expression de la common law en français, particulièrement pour les locuteurs des communautés de langue officielle française en situation minoritaire.

3. REMERCIEMENTS

Nous remercions l'**Université** et la **Faculté de droit** ainsi que **Justice Canada** de leur appui indéfectible aux travaux du CTTJ dans le domaine de la jurilinguistique. C'est avec beaucoup de satisfaction que nous constatons que nos travaux servent, de par leur qualité et leur utilité, au rayonnement de notre université et à l'avancement de la société acadienne et de la francophonie canadienne, tant sur le plan pancanadien qu'à l'échelle internationale.

La directrice du CTTJ,

Karine McLaren